Collectif du 9 août, *Quand ils ont fermé l'usine. Lutter contre la délocalisation dans une économie globalisée*

Marseille, Agone, coll. « L'Ordre des choses », 2017

Jean-Luc Deshayes

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/travailemloi/8405>

DOI : 10.4000/travailemloi.8405

ISSN : 1775-416X

Éditeur

DARES - Ministère du Travail

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2018

Pagination : 136-140

ISSN : 0224-4365

Référence électronique

Jean-Luc Deshayes, « Collectif du 9 août, *Quand ils ont fermé l'usine. Lutter contre la délocalisation dans une économie globalisée* », *Travail et Emploi* [En ligne], 154 | avril-juin 2018, mis en ligne le 11 juillet 2019, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/travailemloi/8405> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/travailemloi.8405>

Quand ils ont fermé l'usine. Lutter contre la délocalisation dans une économie globalisée

Collectif du 9 août

Marseille, Agone, coll. « L'Ordre des choses », 2017, 288 p.

*Lu par Jean-Luc Deshayes**

Le livre *Quand ils ont fermé l'usine. Lutter contre la délocalisation dans une économie globalisée* propose une analyse de la lutte des salariés de l'entreprise Molex contre les dirigeants de leur usine de Villemur-sur-Tarn en Haute-Garonne. Le constructeur américain de composants électroniques¹ s'est implanté en France en 2004 en rachetant deux sites. L'usine de Villemur-sur-Tarn, l'un des deux sites rachetés, existait depuis 1932 et avait appartenu, entre autres, à la Société nationale d'études et de construction de moteurs d'aviation (Snecma). La partie reprise par Molex fournissait principalement Peugeot Citroën société anonyme (PSA) et employait 283 personnes en 2008 avant d'être fermée et délocalisée en 2009.

Le combat des « Molex », consécutif à cette fermeture et délocalisation, est présenté par les auteurs comme une semi-victoire juridique. Le 9 août 2016, la cour d'appel de Toulouse souligne le caractère injustifié du licenciement sans cause réelle et sérieuse des 191 salariés (sur 279 licenciés) qui ont porté plainte aux prud'hommes. Cette confirmation judiciaire atteste que la multinationale s'est comportée en prédatrice en délocalisant une usine bénéficiaire et rentable avec ses brevets, ses parts de marché, ses machines et ses stocks. Mais, à l'issue de plusieurs autres procès en appel de cette décision et d'un pourvoi en cassation, les dirigeants états-uniens qui ont orchestré la fermeture de l'usine de Villemur n'ont pas été jugés responsables. La maison-mère n'a pas été reconnue comme co-employeur. L'ambivalence des acquis de cette lutte est aussi médiatique, politique et économique. Certes, les salariés ont pu exprimer publiquement leur version des faits, légitimer leur défense d'un savoir-faire et d'un maintien de l'activité industrielle sur le territoire : « Leur cause élargie et désingularisée a dépassé la lutte contre la destruction de l'emploi local pour se placer au niveau de la politique industrielle et de la défense du droit du travail au niveau national, voire international » (p. 123). Mais ils ont été en partie dépossédés de ce combat, par

* Université de Tours, laboratoire Citeres-Cost (Cités, territoires, environnement et sociétés – Construction sociale et politique des espaces, des normes et des trajectoires).

1. Le groupe détenait 45 usines dans 17 pays et employait 36 000 salariés en 2013.

exemple quand les médias ont insisté sur les fortes compensations financières acquises après la perte de leur emploi. De plus, la dimension « industrielle » de la lutte n'a conduit qu'au maintien d'une activité réduite de connectique automobile sur le site. La fermeture de l'usine a aussi permis de faire grimper la valeur actionnariale du groupe, ce que semble prouver rétrospectivement la revente à un prix élevé en 2013 du groupe Molex au groupe Koch-Industries, une des plus grandes sociétés industrielles privées des États-Unis.

L'ouvrage est le produit d'une aventure sociologique originale menée par un collectif de chercheurs de différentes disciplines qui ont travaillé ensemble pendant sept ans. Il revendique la construction d'un savoir au plus proche de « mondes peu étudiés » (p. 24) et un engagement au service d'une meilleure visibilité des « mondes populaires trop souvent oubliés » (p. 267). Les réactions des travailleurs aux décisions de la firme ont notamment été recueillies, tout au long de la lutte, dans des moments d'immersion du collectif parmi les salariés, en multipliant les entretiens et les observations. L'enquête fournit des repères pour situer la mobilisation dans le temps long de l'histoire des lieux et des rapports sociaux. Elle a été élargie aux centres de décision américains. L'analyse se prolonge encore après le conflit sur les terrains d'une association, « Solidarité Molex² », de la cellule de reclassement et de la « nouvelle » entreprise créée. Le Collectif du 9 août propose une présentation unifiée des résultats produits par la multiplicité des travaux sans toutefois restituer les différences d'interprétation qui ont certainement traversé le groupe. Il insiste davantage sur les « difficultés méthodologiques, théoriques, normatives, affectives, les jeux croisés de familiarité et de distance, de sympathie et d'objectivation » (p. 148). Les chercheurs peuvent être influencés par les récits des militants plus expérimentés (p. 157) et/ou, au contraire, contribuer à redéfinir la cause des Molex en parlant à leur place (p. 147).

L'objectif principal de contribuer à une sociologie des conflits du travail processuelle, relationnelle et reposant sur un décroisement empirique et théorique³ est un fil conducteur omniprésent qui fait tout l'intérêt de l'ouvrage. La sociologie proposée est ambitieuse. Les auteurs mobilisent à la fois les lignes d'analyse récentes en sociologies du travail, des mouvements sociaux, du droit ou du journalisme et les acquis de travaux classiques. Pour comprendre la revendication économique générale et originale de cette lutte pour l'emploi industriel, ils réinvestissent le terrain des conflits du travail en insistant sur l'importance décisive du syndicalisme dans le déploiement de l'action collective. Ils revendiquent ainsi l'originalité d'une approche qui ne se limite pas à « penser les intérêts individualistes ou identitaires des mouvements protestataires d'une société définie comme post-matérialiste », où la place des syndicats dans l'action collective « serait à la fois marginalisée et incarnée par une bureaucratie coupée de ses bases [...] et dominée par une aristocratie ouvrière » (p. 49). Surtout, pour eux, on ne peut séparer le processus d'unification des positions syndicales et de construction d'un

2. Créée par les salariés en lutte, elle a perduré jusqu'à aujourd'hui.

3. Giraud B. (2009), « Des conflits du travail à la sociologie des mobilisations : les apports d'un décroisement empirique et théorique », *Politix*, n° 86, pp. 13-29.

groupe de salariés mobilisés de son inscription dans des circuits courts d'interconnaissance : « Le contexte historique et géographique de l'usine et de sa commune, avec ses sociabilités professionnelles, familiales, économiques ou résidentielles, explique dans une large mesure les spécificités de la mobilisation » (p. 50). Les pratiques sont resituées dans des univers sociaux qui dépassent l'entreprise, afin d'articuler les activités, les temps et les espaces professionnels et domestiques, en référence à Olivier Schwartz⁴ (p. 20). L'analyse de l'interdépendance des scènes de la vie sociale des salariés et de leur insertion dans des collectifs locaux permet de penser autrement la mobilisation, comme un processus de politisation qui puise dans les sensibilités existantes. Le Collectif du 9 août cherche encore à comprendre les prises de position militantes (p. 133) en les confrontant aux décisions des dirigeants de l'entreprise, mise en regard qu'il estime souvent ignorée dans les travaux existants. Il exprime donc une différence avec de nombreuses études de science politique en insistant non sur la dépolitisation des classes populaires, mais sur la manière dont la politisation au niveau local s'inscrit dans des mécanismes globaux. Les auteurs soulignent enfin le caractère programmatique de cette recherche collective : l'étude d'une lutte au sein d'un site localisé, mais dont le fonctionnement dépasse les frontières nationales (p. 254)⁵.

La thèse défendue dans l'ouvrage permet d'engager la discussion, notamment sur le caractère improbable de la mobilisation, maintes fois souligné par les auteurs. Le combat, ses modalités et ses résultats sont présentés tout au long du texte comme un miracle social (p. 20), une mobilisation surprenante, inattendue, exceptionnelle, un cas d'école de résistance par le bas (p. 14), une « anomalie sociologique » (p. 17). Les chercheurs l'expliquent de la manière suivante. Deux cultures juridiques s'affrontent : celle des salariés, adossée au droit social français, et celle, internationale, des cadres dirigeants, adossée au droit des affaires (p. 15). Les porte-parole syndicaux (CGT surtout) jouissent d'une légitimité qui permet une progressive unification des positions syndicales (cinq sections existent dans l'usine). Cette légitimité est indissociable de leur autochtonie, qui leur permet de structurer la lutte, tandis que l'expérience des principaux leaders la fait grandir en cause nationale. Le groupe mobilisé se bat contre la mondialisation financière (le mot d'ordre est le refus de la fermeture et le maintien de l'emploi sur un site économiquement rentable et structuré par le savoir-faire ouvrier, plus que la recherche d'un bon plan social) avec des armes principalement juridiques et des soutiens médiatiques. Les succès sont largement le résultat des socialisations et expériences quotidiennes des salariés, de l'implication forte de certains d'entre eux dans la vie locale. Il y a une sociabilité de l'usine, même si, derrière l'unité de la lutte, les divisions sont actives : locaux et étrangers au lieu, hiérarchies usinières de classe et de genre dues à l'organisation du travail, isolement lié au travail en équipes, nouveaux

4. Schwartz O. (1990), *Le Monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris, Presses universitaires de France.

5. L'insistance sur le caractère novateur de la recherche conduit parfois à occulter partiellement une longue tradition sociohistorique de lecture des mouvements sociaux liés à des processus de concentration du capital (par exemple Noiriel G. [1984], *Longwy. Immigrés et prolétaires 1880-1980*, Paris, Presses universitaires de France).

ouvriers titulaires d'un BTS⁶ qui progressent plus vite que les anciens moins diplômés, séparation entre ouvriers de production et employés administratifs. Ces tensions sont minorées par la solidité et l'ancienneté de l'attache territoriale (p. 244). Les histoires familiales et les relations de solidarité des ouvriers mais aussi des « cadres du coin » s'inscrivent dans une relative stabilité professionnelle et économique. Le groupe en lutte s'affirme donc en s'opposant à la vision du monde de la firme. Le camp patronal se structure en effet autour d'une stratégie d'entreprise reposant sur les schèmes de la pensée managériale, que les membres de la direction américaine et européenne ont intégrés au cours de trajectoires sociales et professionnelles marquées notamment par l'accumulation d'un capital international. Il réunit trois groupes : les décideurs du *global leadership team* (Chicago), les cadres nommés à Villemur pour fermer le site et quelques cadres locaux qui acceptent de participer à la fermeture.

Cette lecture du succès improbable de la mobilisation souffre de quelques fragilités. Elle témoigne, en premier lieu, de la difficulté à lire des morphologies sociales façonnées à la fois par des contraintes à distance et par des rapports sociaux localisés et historiquement constitués⁷. La définition du local oscille ainsi, tout au long du texte, entre des échelles (commune, pays, région), des qualifications (rural, petite ville, périurbain, loin de Paris, coin), des caractérisations sociales (croissance relative de la PCS⁸ « employé » par rapport aux ouvriers) ou des indicateurs (diplômes) qui appartiennent à des registres temporels, sociaux, théoriques ou statistiques hétérogènes. L'« originalité » du combat est notamment rapportée à des « moyennes statistiques » peu discutées d'engagement contre les fermetures ou de réussite des luttes (p. 23). Même accompagnée par les auteurs d'un « *a priori* » en italique et complexifiée ensuite, la présentation initiale de l'usine de Villemur comme un « site de production de taille relativement modeste [...], en milieu rural, loin de Paris, à la main-d'œuvre essentiellement ouvrière et employée [...] et âgée, et sans tradition de lutte » (p. 20) contient le risque d'une caractérisation par un manque de ressources. Enfin, la fermeture de l'établissement, définie comme brutale, est aussi l'aboutissement d'un long processus de réorganisations et de plans sociaux partiels. Les transformations des conditions d'emploi et de travail des ouvriers industriels que les restructurations initient provoquent une série d'à-coups successifs qui pèse sur les mobilisations, comme le montre Cédric Lomba⁹.

Une deuxième interrogation naît de l'importance dans la démonstration d'éléments de la biographie des personnes rencontrées. En réunissant à la fois des éléments sur la socialisation initiale, ses différents lieux et registres, et des informations sur les bifurcations et les réinterprétations de parcours, l'analyse des récits de vie recueillis cherche à mettre en cohérence les univers de socialisation et leurs tensions, et à les

6. Brevet de technicien supérieur.

7. Laferté G. (2014), « Des études rurales à l'analyse des espaces sociaux localisés », *Sociologie*, vol. 5, n° 4, pp. 423-439.

8. Profession et catégorie socioprofessionnelle.

9. Lomba C. (2017), « Des univers ouvriers bousculés par les restructurations répétées », *Savoir/Agir*, n° 39, pp. 58-64.

inscrire dans différents champs pour expliquer les rapports à la mobilisation. Elle ne semble toutefois pas suffisante pour objectiver la complexité de l'adhésion aux « espaces de valeurs et de pratiques, les formes de cette adhésion et les effets de cette adhésion sur les personnes¹⁰ ».

Enfin, le rôle et l'importance de la conquête d'un cadre national d'action ne sont pas assez soulignés. Le mouvement ouvrier des années 1950-1980 a obtenu une institutionnalisation du salariat par la socialisation du salaire (cotisations sociales et Sécurité sociale), le développement et l'homogénéisation de règles de droit du travail, la hiérarchisation des normes, la représentation des salariés dans les entreprises¹¹, etc. Certes, depuis les années 1980, les restructurations et les réformes contribuent à sa fragilisation, mais la puissance des institutions du salariat¹² reste essentielle pour comprendre les possibilités et les formes de résistance.

10. Fabiani J.-L. (2016), *Pierre Bourdieu. Un structuralisme héroïque*, Paris, Seuil, p. 131.

11. Deshayes J.-L. (2017), « Les fermetures d'usines dans un espace social localisé de qualification : le bassin sidérurgique de Longwy », *Savoir/Agir*, n° 39, pp. 16-22.

12. Friot B. (1998), *Puissances du salariat. Emploi et protection sociale à la française*, Paris, La Dispute.